

N° DP 23/1128

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 15 000 EUROS A L'ASSOCIATION "SOCIETE HIPPIQUE DU VAR" - CONVENTION D'OBJECTIFS - 2023

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

CONSIDERANT la demande de subvention émanant de l'association « Société hippique du Var » dont le siège social est à Toulon et ayant pour objet d'organiser des compétitions officielles et manifestations équestres ainsi que de promouvoir le cheval et les activités équestres,

CONSIDERANT l'organisation de la course Premium « Grand Prix de la Métropole Toulon Provence Méditerranée » qui aura lieu sur l'hippodrome de Hyères,

CONSIDERANT que cette manifestation organisée par la « Société hippique du Var » concourt à mieux faire connaître la Métropole TPM et à lui engendrer des retombées touristiques et économiques non négligeables qui pérennisent l'activité touristique sur le territoire métropolitain,

CONSIDERANT que les actions menées par cette association entrent dans le cadre de la politique sportive et touristique de la Métropole,

CONSIDERANT le caractère exceptionnel de la demande chiffrée à 15 000 euros,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER une subvention de 15 000 euros (quinze mille euros) à l'association « Société hippique du Var » de Toulon.

ARTICLE 2

DE SIGNER la convention ci-annexée avec l'association « Société hippique du Var » en vue de l'attribution d'une subvention de 15 000 euros (quinze mille euros).

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires seront prélevés sur le Budget Principal de l'exercice 2023 opération N°2 article 65748.



La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **29 NOV. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



8505 100M 0.5

CONVENTION D'OBJECTIFS

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision Président n° 23/ .

D'une part,

ET

L'association « Société hippique du Var », ayant son siège à l'Hippodrome de la Plage, route de Giens, 83400 HYERES, représentée par son Président Monsieur Alain JACQUES, dûment habilité par délibération de son Conseil d'Administration

D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de la promotion du territoire et de sa compétence en matière de promotion du tourisme, la Métropole TPM s'appuie notamment sur des événements sportifs de prestige pour accroître sa notoriété au niveau national et international.

Déjà très développées dans le domaine nautique, la Métropole souhaite élargir ces actions de promotion à d'autres disciplines sportives.

Le territoire de la ville d'Hyères dispose depuis le XIXème siècle d'un hippodrome, dénommé « Hippodrome de la Plage », reconnu nationalement et internationalement.

La gestion de l'Hippodrome de la Plage, est déléguée à l'association « Société hippique du Var » depuis le 4 Mars 1931.

Cette association a pour objet social l'organisation des courses de chevaux en vue de l'amélioration de la race chevaline et des activités directement liées à cet objet ainsi que l'exploitation des installations dont elle dispose. Elle est déjà chargée de planifier et organiser la tenue des courses hippiques Prémium retransmises à la télévision.

Afin de renforcer l'importante contribution de l'Hippodrome de la Plage au rayonnement national et international du territoire, la société hippique du Var a proposé à la Métropole TPM de créer un Prix hippique de la Métropole TPM qui permettra de promouvoir le tourisme sur le territoire lors d'une course premium.

A ces fins, la métropole a décidé d'apporter son soutien à l'association « Société hippique du Var » selon les modalités convenues dans la présente convention.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles la Métropole apporte son soutien à la création et l'organisation de la course Premium « Grand Prix de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

ARTICLE 2 : Engagements de l'Association

ARTICLE 2.1 : Engagements de l'association sur la création d'un événement

L'association s'engage à créer et prendre en charge l'organisation d'une course hippique Premium au trot dénommée « Grand Prix de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ».

Afin de bénéficier d'une visibilité optimale, cet événement fait partie impérativement des courses Premium organisées par l'association « Société hippique du Var » et retransmises à la télévision sur une chaîne spécialisée.

ARTICLE 2.2 : Engagements de l'association sur la communication autour de l'événement

L'association s'engage à :

- Faire apparaître des visuels avec le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur le site répartis de la manière suivante :

- **Format panneau 4 m x 1 m** : 2 panneaux (1 à hauteur de la ligne d'arrivée, 1 à hauteur du panneau d'affichage) fournis par l'association « Société Hippique du Var »,

- **Format bache 3 m x 1 m** : 15 bâches apposées sur l'ensemble du site (tribunes, zone d'échauffement, Rond de présentation, parking...) fournies par le service communication TPM

- Faire apparaître le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur tout support approprié lié à l'organisation du Prix de la Métropole TPM.
- L'association s'engage à soumettre pour validation au service Communication de la Métropole tous les supports qui seront mis en place à l'occasion du Prix de la Métropole TPM (carte d'invitation, affiches, programmes, ...).

ARTICLE 3 : Engagements de TPM

Soutien financier :

Afin de soutenir l'action mentionnée, TPM s'engage à soutenir financièrement l'association « Société hippique du Var » par l'attribution d'une subvention de 15 000 euros qui sera versée lors de la signature de la convention.

Le montant de la subvention est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

Le budget détaillé de la manifestation est joint en annexe.

ARTICLE 4 : Evaluation des actions

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à l'issue de la manifestation à une évaluation des actions sur des critères à la fois quantitatifs (fréquentation, ...) et qualitatifs (retombées économiques ou médiatiques des actions, ...).

ARTICLE 5 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa date de notification.

ARTICLE 6 : Avenants

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 7 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

ARTICLE 8 : Modalités de reversement de la subvention

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements ou en cas de résiliation intervenant conformément à l'article 8, celle-ci reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics

TPM rappelle à l'association qu'elle est soumise à la présente ordonnance lorsque son activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur soumis au code des marchés publics ou à la présente ordonnance.

ARTICLE 10 : Litiges

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 11 : Annexe

- Annexe 1 : Budget prévisionnel de la manifestation
- Annexe 2 : Attestation Contrat d'engagement Républicain

Fait à Toulon, le

Le Président de la Métropole
« Toulon Provence Méditerranée »

Jean-Pierre GIRAN

Le Président de l'Association
« Société Hippique du Var »

Alain JACQUES

Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) JACQUES Alain
..... Président de la SHV
.....

dûment habilité(e) par l'association/la fondation
..... Société Hippique du Var (83) SHV
.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le . 29 Octobre 2023 à Hyères

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

JACQUES Alain

Signature



M. Alain JACQUES
Président de la SHV
Hippodrome de Hyères

Société Hippique du Var
Hippodrome de La Plage
Route de Giens - 83400 Hyères
Tél. 04 94 57 36 22
contact@hippodrome-hyeres.fr

